La crise migratoire

L'IMMIGRATION : CONSEQUENCE ET INSTRUMENT DES POLITIQUES NEOLIBERALES DANS LE CADRE EUROPEEN ET FRANCAIS



Arrivée de migrants au large de Lampedusa

Publié le 15 juin 2016 par MS21

Sommaire

1 – Les rapports de domination économique compromettent le développement des pays du Sud et engendrent les flux migratoires

2 – L'immigration comme instrument des politiques néolibérales

3 – Perspectives pour la gauche pour le court et moyen terme : ouverture totale des frontières ou contrôle des flux ?

4 – Perspectives pour la gauche pour le long terme : la démondialisation

L'immigration est un problème international. Selon les chiffres officiels des Nations Unies, en 2015 on comptait 16 millions de réfugiés dans le monde. En Europe, la situation a pris un tour dramatique avec les migrations en provenance notamment d'Afrique et du Moyen Orient. Plus de 800 000 réfugiés sont entrés en Grèce en 2015, via la Turquie, pour rejoindre les pays de l'Union européenne (UE) et surtout l'Allemagne dont les besoins en main d'œuvre sont importants, compte-tenu de sa mauvaise situation démographique.

Les autres pays de l'Union européenne, spécialement ceux de l'Est sont hostiles à l'accueil d'un si grand nombre de réfugiés, et pour apaiser les opinions publiques, l'Union européenne a pris des mesures. Un grand marchandage s'est opéré avec la Turquie. Contre une aide financière de 6 milliards d'euros, un accès dans l'UE sans visa pour ses ressortissants et la promesse de reprendre les négociations sur l'entrée de la Turquie dans l'UE, le régime turc s'engage à reprendre tous les migrants arrivant dans les îles grecques et d'échanger chacun d'entre eux contre un Syrien en attente dans l'un de ses propres camps.

La Turquie instrumentalise les opinions publiques, jouant sur l'émotion créée par les noyades des malheureux qui traversent la Méditerranée sur des embarcations de fortune. Parallèlement, elle fournit en armes les organisations terroristes dont l'action empêche le développement des pays d'où sont issus la plupart des réfugiés, Syrie, Irak, Afghanistan.

Ces pays ont été dévastés par les guerres organisées ou suscitées par l'Occident.

Bien sûr, l'on est en droit d'espérer le rétablissement des pays déstabilisés ou en guerre et donc le reflux de réfugiés politiques en provenance de Syrie, de Libye, d'Irak ou d'Afghanistan, mais la situation semble néanmoins loin d'être conjoncturelle, l'ONU annonçant, à l'échelle planétaire, un chiffre, impressionnant de réfugiés climatiques et écologiques, à l'horizon 2050.

Au-delà de l'aspect dramatique et d'un accueil digne à organiser dans l'urgence, il faut envisager le problème dans une perspective plus large : quelles sont les causes de cette situation ? Quelle incidence pour les pays d'accueil mais aussi pour les pays dévastés privés de forces vitales qui vont cruellement leur manquer ? Quelles pistes pour en sortir ? Le MS 21 propose ainsi une réflexion qui ne demande qu'à être enrichie.

1 – Les rapports de domination économique compromettent le développement des pays du Sud et engendrent les flux migratoires

Dans un de ses précédents textes intitulé « *les véritables responsables des naufrages en Méditerranée* » (1) , le MS21 pointait les véritables responsabilités concernant le drame actuel des migrants : « I*l y a deux causes majeures aux mouvements migratoires de la période. La première est la guerre qui sévit par exemple en Syrie ou en Irak et la deuxième est la misère qui frappe surtout l'Afrique subsaharienne. Cette simple constatation suffit à prendre conscience de la terrible responsabilité que portent l'Union européenne et les États-Unis dans cette situation dramatique(...) la guerre a été menée à l'instigation des puissances occidentales pour satisfaire leur profit et elle a laissé de vastes régions du monde en proie à une instabilité politique et à des tensions communautaires et religieuses qui s'apparentent maintenant à de véritables guerres civiles(...*)"

Conformément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les pays africains doivent accepter l'importation de produits provenant de l'agriculture industrielle européenne ou nord-américaine, moins chers que ceux cultivés localement. Ailleurs, le néocolonialisme a remplacé les cultures vivrières par la culture des agro-carburants qui seront vendus sur le marché européen ou nord-américain. Ainsi les populations locales privées de ressources en sont réduites à prendre les plus grands risques dans l'espoir de trouver du travail hors de leurs pays. »(1)

L'immigration est donc largement le fruit de l'exploitation économique des pays du Sud par les oligarchies des pays du Nord. Les politiques de libre-échange torpillent un réel développement de ces pays parce qu'elles détruisent leur agriculture vivrière et empêchent l'émergence d'industries locales. La souveraineté économique, alimentaire de ces pays est bafouée. L'immigration prive leurs

pays d'une main d'œuvre qualifiée qu'ils ont formée et qui pourrait contribuer à leur développement.

2 – L'immigration comme instrument des politiques néolibérales

Les pays membres de l'Union européenne font preuve de grandes ambiguïtés concernant leur gestion des flux migratoires. D'un côté, les législations et les pratiques d'accueil évoluent vers un durcissement de plus en plus accentué. D'un autre côté, le patronat et l'UE militent en faveur de politiques d'immigration plus accommodantes, le but étant de faire pression sur les salaires.

Voici quelques citations illustrant ce fait :

« *La migration légale comme outil de croissance*

L'UE est confrontée depuis quelque temps à des défis importants liés à l'absence de croissance, de même qu'à l'aggravation des pénuries sur le marché du travail dans certains domaines, au manque de compétences nécessaires et à l'impact du vieillissement de la population sur la productivité et la compétitivité. Plusieurs initiatives en 2013 ont examiné la contribution des migrants à la croissance économique et apporté des preuves de l'intérêt d'une migration bien gérée et d'une mobilité liée au commerce. Le plan d'action « Entrepreneuriat 2020 », qui cerne des actions susceptibles de libérer le potentiel entrepreneurial de l'Europe, d'éliminer les obstacles et de révolutionner la culture d'entrepreneuriat, a reconnu que les migrants représentent un réservoir important d'entrepreneurs potentiels en Europe.»(2)

« *La régulation des flux migratoires pourrait même trouver sa cohérence dans une stratégie de compétitivité impliquant la modernisation du marché du travail, la réforme de notre système de formation et l'adoption d'une fiscalité compétitive*»(3)

Le système capitaliste trouve, en effet, largement son intérêt dans l'exploitation d'une main d'oeuvre dans l'obligation d'accepter les bas salaires, la précarité et des conditions de travail au rabais, compte-tenu de sa situation sociale.

Les études statistiques menées à ce sujet ne sont certes pas unanimes dans leurs conclusions(4) . Néanmoins, une note du CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'informations internationales) évoque des perspectives intéressantes : « *En résumé, notre analyse indique que, du fait des rigidités salariales, l'impact de l'immigration sur le marché du travail porte en France plus sur l'emploi que sur les salaires. Les entreprises ont tendance à substituer aux natifs des immigrés lorsque ces derniers sont amenés à accepter de moins bonnes conditions d'emploi. De ce point de vue, les politiques qui, pour protéger le bien-être des natifs, introduisent des discriminations entre natifs et immigrés, pourraient se révéler contre-productives. Une approche plus globale et de long terme nous indique, ensuite, que l'immigration n'a pas eu, sur vingt ans, d'impact global sur les salaires. Mais du fait de la forte augmentation de la qualification des immigrés qui s'est produite sur cette période, l'immigration a eu un impact différencié sur les salaires des natifs selon leur niveau de qualification : impact négatif sur les très qualifiés, positif sur les autres.*»(5)

Au niveau de l'UE

L'UE a pour ambition d'appliquer les mêmes politiques de visa, d'asile et d'immigration entre les pays membres. Cet objectif, nommé « *Espace de liberté, de sécurité et de justice* » figure dans le Traité d'Amsterdam.

Plusieurs textes sont entrés en vigueur concernant le droit au regroupement familial, reconnaissance d'un statut de « résident de longue durée » pour les ressortissants de pays tiers ayant 5 années de résidence légale et ininterrompue, reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignements de ressortissants de pays tiers, sanctions pécuniaires contre les passeurs, « directive retour » qui autorise le maintien en rétention avant expulsion jusqu'à un maximum de 18 mois, ainsi que la possibilité d'une interdiction du territoire communautaire pour 5 ans.

L'UE tend aussi de plus en plus à vouloir « externaliser le droit d'asile » (ouverture de bureau de réception des demandeurs d'asile dans des pays extérieurs à l'UE, notamment en Afrique du Nord).

Cette politique conduit à de nombreux abus : violences et maltraitances policières de masse notamment.

Une agence, FRONTEX, a été créée afin de gérer de manière intégrée les frontières extérieures des États membres de l'Union européenne. Elle dispose d'un budget notoirement insuffisant.

Concernant les réfugiés, le règlement Dublin II impose au premier pays qui reçoit le demandeur d'asile d'instruire sa demande, ce qui restreint considérablement les chances pour le demandeur d'obtenir l'asile. Ce système est déséquilibré dans la mesure où il pèse particulièrement sur les pays d'entrée comme la Grèce, l'Italie ou la Hongrie.

Dans la crise migratoire actuelle, les États européens se révèlent incapables de se mettre d'accord sur un quota de réfugiés à accueillir par pays, chacun voulant en accueillir le moins possible. La Hongrie est même allée jusqu'à ériger un mur le long de sa frontière avec la Serbie.

La Convention de Genève de 1967 qui accorde droit et protection aux réfugiés est ainsi de plus en plus bafouée.

Les gouvernements européens cherchent ainsi à satisfaire une opinion publique de plus en plus réticente, et à maintenir les immigrés sur leur sol dans un statut légal précaire afin de les contrôler au mieux.

En définitive, nous avons là les deux facettes, moins contradictoires qu'elles apparaissent au premier abord, d'une gestion capitaliste de ce que Marx avait appelé l' «armée de réserve du capital ».

Au niveau de la France

Citons d'abord quelques éléments statistiques.

Selon la définition des Nations Unies un migrant est une « *personne née dans un autre pays que celui où elle réside* ». En 2013 l'immigration en France représente 7,4 millions de personnes, soit 11,6 % de sa population, dont environ 5,5 millions (8,3 %) nées hors de l'Union Européenne. En proportion de sa population la France, avec un taux d'immigration de 11,6%, se situe à un niveau comparable des autres pays européens : derrière le Luxembourg (43,3 %), la Suède (15,9 %), l'Irlande (15,9 %), l'Autriche (15,7 %), l'Espagne (13.8 %), le Royaume-Uni (12,4 %), l'Allemagne (11.9 %), mais devant l'Italie (9,4 %).

Selon l'INED (Institut National d'études Démographiques) et sur la base du recensement de 1999, parmi la population vivant en France, environ 13,5 millions de Français ont une origine étrangère sur trois générations, soit 23 % de la population.

En 2010, en France, 194 200 étrangers (hors ressortissants de l'Espace Économique Européen (EEE) et de la Suisse) ont reçu un premier titre de séjour : 45% au titre du regroupement familial,

31 % à des étudiants , 9% au titre de l'immigration économique, 9 % pour des raisons humanitaires et 6 % pour raisons diverses.

3 – Perspectives pour la gauche pour le court et moyen terme : ouverture totale des frontières ou contrôle des flux ?

La politique migratoire de la France a connu de nombreuses variations, suivant davantage la conjoncture économique que politique.

Il y a eu 3 vagues principales d'immigration en France : la 1ère lors de la révolution industrielle du XIXè siècle, les 2 autres faisant suite aux 2 guerres mondiales.

Dans les 3 cas, cet appel de migrants se justifiait par l'affaiblissement démographique de la France et le besoin de main d'oeuvre lié à l'industrialisation puis aux reconstructions d'après guerres. Beaucoup de personnes persécutées en Europe trouvent un refuge en France pendant cette période, (Armèniens lors du génocide de 1915 - Russes en 1917...) mais ce sont surtout les pays méditerranéens, en retard de développement, qui fournissent le gros du 1er contingent (Italiens, Espagnols) auquel vient s'ajouter, au lendemain de la 1ère guerre mondiale, un flux de migrants d'Europe de l'Est , en particulier des Polonais. Les portugais mais surtout les maghrébins et les africains d'Afrique noire arrivant surtout depuis la seconde guerre mondiale.

Mais la politique migratoire ne fut pas sans à coups , même pendant cette période . Des lois, restreignant les droits des immigrés commencent à apparaître dès 1931, suite à l'extension de la crise économique de 1929 et jusqu'à la seconde guerre mondiale, mesures répressives et incitatives vont alterner. A la libération, la reconstruction impose une politique d'immigration durable de travail et de regroupement familial qui pourra se poursuivre grâce à la période faste des 30 glorieuses mais la crise de 1973 provoque un nouveau durcissement progressif . A part les régularisations notables de migrants en situation irrégulière à l'arrivée de F. Mitterrand en 1981 et celles de Jospin / Chevènement en 1997, nous avons connu successivement les lois Pasqua en 1986 et leur cortège de charters reconduisant les étrangers en situation irrégulière, puis les lois Balladur en 1993 qui tentent même de remettre en cause le droit du sol pour arriver à "l'immigration choisie" de N Sarkozy.

C'est dans ce contexte tendu que déferle la vague migratoire actuelle, faite de réfugiés politiques en provenance des pays en guerre (Syrie, Irak) et d'immigrés pour raisons économiques, originaires surtout des pays sub-sahariens , et qui se produit à une date où la France, contrairement à l'Allemagne par exemple, n'a pas de problème démographique et connait par ailleurs un chômage très important.

Si les rapports de dominations ne changent pas (c'est hélas peu probable pour encore longtemps), l'attractivité des pays du Nord restera forte pour les habitants du Sud et les flux migratoires resteront vraisemblablement importants. Ils seront amplifiés par les dérèglements climatiques.

Si un pays comme la France décidait d'ouvrir ses frontières sans aucune restriction à l'immigration peut-on vraiment exclure un "appel d'air" et une augmentation conséquente du flux migratoire à gérer (cela d'autant plus dans l'hypothèse fort probable du maintien de restrictions à l'immigration de la part des autres pays européens)? Pour certains, tout cela relève du fantasme et il n'y aura aucun problème à insérer toutes ces populations.

Pourtant, les choix politiques opérés par le PCF jusque dans les années 1990 concernant l'immigration révèlent qu'un positionnement bien à gauche sur l'échiquier politique n'exclut pas par principe la volonté de contrôler les flux migratoires. La preuve par les textes :

Changer de Cap, Programme communiste 1971 : « *Le nombre de travailleurs immigrés accueillis en France chaque année sera déterminé par le plan démocratique* »

Etienne Balibar, philosophe, écrit en 1973 dans l'Humanité : « *Confronté au développement des luttes que mènent les travailleurs immigrés, à leurs formes originales, à leurs difficultés, l'opportunisme « de gauche »veut voir dans l'immigration le « vrai » prolétariat, la réalisation d'une idée mythique du prolétariat, il exalte les divisions, et les renforce, pour le plus grand profit du capital.*»

"Justice, Liberté, Paix", Programme du PCF de 1988, p. 19. : « *2/ Il est de l'intérêt commun des travailleurs français et immigrés, alors que le chômage atteint des proportions dramatiques, d'arrêter effectivement toute immigration nouvelle, sauf pour permettre le regroupement familial.*»(6)

Quant à Georges Marchais, il déclare en 1981 : « *Nous pensons que tous les travailleurs sont frères, indépendamment du pays où ils sont nés (...) » Mais «dans la crise actuelle, elle [l'immigration] constitue pour les patrons et le gouvernement un moyen d'aggraver le chômage, les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, la répression contre tous les travailleurs, aussi bien immigrés que français. C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage.*»(7)

La véritable problématique ne se situe pas au niveau du coût économique. L'accueil de populations immigrées, se révèle être plutôt un bénéfice pour notre pays. Les estimations sont certes divergentes allant d'un solde positif de 12 milliards d'euros, à un solde négatif de 9 milliards d'euros, mais, même dans l'hypothèse la plus défavorable, sous sommes encore loin des fantasmes de l'extrême-droite (8).

Il n'est surtout pas question ici d'accréditer l'idée d'"invasion", ou de "grand remplacement" des "Français de souche" par des étrangers, thèses nauséabondes et xénophobes de l'extrême-droite.

Il faut juste sérieusement prendre conscience que si le choix de l'ouverture totale des frontières est fait, alors il faudra assurer le logement et l'emploi de tous sans exception, Français et étrangers, à niveau égal. Le ressentiment des nationaux vis-à-vis des migrants risque encore de s 'accroître dangereusement ("*ils sont mieux traités que nous*"). C'est ce qui est clairement observé actuellement en Allemagne. S'il est absolument nécessaire de lutter contre toute forme de racisme et de discrimination, il convient aussi de ne pas survaloriser l'image de «l'immigré sans-papier modèle de l'exploité » au détriment d'une vision plus globale des classes populaires victimes dans toutes leurs composantes de l'oppression capitaliste.

Il convient aussi d'améliorer les politiques d'intégration de ces populations, en restant ferme sur les principes de laïcité et d'égalité dans les rapports hommes-femmes. Les pressions communautaristes contre les libertés individuelles ne peuvent être tolérées au nom du respect dû à la diversité culturelle et religieuse. Le PS et certaines forces politiques y compris à gauche, promeuvent ainsi insidieusement, un glissement du droit légitime à la différence à celui de la différence des droits, se retrouvant ainsi dans la position des « idiots utiles », les alliés objectifs du néolibéralisme dans son entreprise de destruction de la Nation.

Il semble ainsi plus réaliste de garder un contrôle démocratique sur les flux migratoires, sans attenter au droit d'asile. Cela doit bien sûr se réaliser en conformité avec les droits fondamentaux garantis par notre Constitution, toute politique discriminatoire, de type « préférence nationale » est donc absolument proscrite.

4 – Perspectives pour la gauche pour le long terme : la démondialisation

Le capitalisme contemporain, ce que nous appelons néolibéralisme, tient sa force de l'organisation de la mise en concurrence généralisée à l'échelle de la planète des systèmes économiques et sociaux nationaux. La libre circulation des capitaux et la liberté d'installation des entreprises multinationales dans les pays offrant les plus bas salaires et les plus bas niveaux de taxation du capital sont le nerf de la guerre de cette organisation qui se nomme couramment le libre-échange. La mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale en est le corollaire logique. L'immigration économique est pensée par les capitalistes en cohérence avec ce libre-échange généralisé (course aux bas salaires et à la précarité).

Aucune alternative sérieuse au système capitaliste actuel ne peut dès lors être jugée crédible si elle n'intègre pas une perspective de démondialisation, de remise en cause fondamentale des politiques de libre-échange. Concrètement, cela suppose la prise de mesures protectionnistes (par l'instauration de quotas et de droits de douanes à dimension écologique et sociale), par la remise en vigueur d'un véritable contrôle des capitaux et des taux de changes, la réindustrialisation et la relocalisation de nombre d'activités productives dans nos pays.

Afin que ces politiques de démondialisation se fassent réellement au bénéfice de tout le monde, pays riches et pays pauvres, il faudrait imaginer un dispositif d'accords internationaux basés sur l'équilibre de la balance des paiements : aucun pays ne devant être en situation structurelle d'excédent ou de déficit de sa balance des paiements. La guerre commerciale basée sur la priorité aux exportations deviendrait ainsi impossible ! Des mesures protectionnistes, telles que la restriction des importations, seraient néanmoins possibles, si la situation monétaire d'un pays le nécessitait.

Les objectifs de ces accords seraient le plein-emploi, l'adoption de normes de travail équitables. Ils autoriseraient le contrôle des mouvements de capitaux, les aides de l'Etat et les subventions, la possibilité d'accords préférentiels entre des groupes de pays.

Ces accords pourraient être une bonne base de réflexion pour concevoir une démondialisation qui mette fin aux guerres impérialistes, à l'exploitation de la main d'oeuvre et à la concurrence entre travailleurs des différents pays. Ainsi, la revendication « vivre et travailler au pays » qui fut entre autre celle des bergers du Larzac et des sidérurgistes de Longwy et Denain confrontés aux 22.000 licenciements en 1978, deviendrait une véritable perspective de développement pour les travailleurs des pays de la « périphérie ».

Sources :

(1) http://ms21.over-blog.com/2015/04/les-veritables-responsables-des-naufrages-en-mediterranee.html

(2) http://ambitionfrance.org/documents/besoindaire.pdf

(3) http://ambitionfrance.org/documents/besoindaire.pdf

(4) http://www.marianne.net/Immigration-pourquoi-le-patronat-en-veut-toujours-plus_a192252.html

http://www.liberation.fr/france/2011/04/01/le-pen-l-immigration-et-les-salaires_726091

(5) La Lettre du CEPPI, septembre 2014 « L'immigration en France, quelles réactions des salaires et de l'emploi ? »

(6) Citations extraites du site internet du mouvement «Faire vivre et renforcer le PCF» http://lepcf.fr/Histoire-de-la-position-communiste-756

(7) Cité sur le site du Monde : www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/20/le-fn-dit-il-la-meme-chose-que-les-communistes-il-y-a-trente-ans_

(8) http://www.gaullistelibre.com/2013/07/quel-est-le-cout-de-limmigration.html